



Assemblée générale

Distr. générale
23 février 2022
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Quarante-neuvième session

28 février-1^{er} avril 2022

Points 2 et 7 de l'ordre du jour

Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

Situation des droits de l'homme en Palestine
et dans les autres territoires arabes occupés

Situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et obligation de garantir les principes de responsabilité et de justice

Rapport de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme*

Résumé

Le présent rapport, soumis en application de la résolution 46/3 du Conseil des droits de l'homme, donne une vue d'ensemble de l'application de cette résolution et des faits nouveaux qui concernent la situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et l'obligation de garantir les principes de responsabilité et de justice.

* Le présent document est soumis après la date prévue pour que l'information la plus récente puisse y figurer.



I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 46/3 du Conseil des droits de l'homme et doit être lu conjointement avec les rapports que le Secrétaire général et la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ont récemment publiés sur les mêmes sujets¹.

2. Dans ce rapport, qui couvre la période allant du 1^{er} novembre 2020 au 31 octobre 2021, la Haute-Commissaire traite des questions relatives à l'établissement des responsabilités pour les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire qui auraient été commises par tous les porteurs de devoirs concernés dans le Territoire palestinien occupé, qui comprend la Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) et la bande de Gaza. Elle rend compte des mesures qui ont été prises à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme et des acteurs de la société civile qui mettent en évidence des violations et militent en faveur de l'établissement des responsabilités de tous les porteurs de devoirs.

3. Le rapport s'appuie sur les informations issues des activités de suivi effectuées par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) dans le Territoire palestinien occupé et sur des renseignements émanant de sources gouvernementales, d'autres entités des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales. Le HCDH avait demandé à Israël et à l'État de Palestine de lui communiquer, le 15 novembre 2021 au plus tard, des informations sur toute mesure d'établissement des responsabilités qui serait adoptée au cours de la période considérée concernant les violations présumées du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises dans le Territoire palestinien occupé. L'État de Palestine a répondu le 24 novembre. Israël n'a pas répondu. Le HCDH avait également demandé à d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies de lui communiquer des renseignements sur les mesures qu'ils auraient prises en tant qu'États tiers pour promouvoir le respect du droit international et appliquer les recommandations qui leur avaient été adressées. Au 30 novembre, il avait reçu des réponses de Cuba, de l'Espagne et de la Tunisie.

4. La situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé s'est détériorée au cours de la période considérée. Les actes de violence ont augmenté : les hostilités entre Israël et des groupes armés palestiniens à Gaza se sont considérablement intensifiées du 10 au 21 mai, les forces de sécurité israéliennes ont davantage tiré à balles réelles en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, et les colons ont commis davantage d'actes de violence. En conséquence, un plus grand nombre de Palestiniens et d'Israéliens ont été tués ou blessés au cours de la période considérée : les forces de sécurité israéliennes ont tué 315 Palestiniens, dont 197 hommes, 41 femmes et 77 enfants, et blessé 17 597 Palestiniens, dont au moins 527 femmes et 1 472 enfants². Les Palestiniens ont tué 13 Israéliens, dont deux enfants, et blessé 824 personnes³. Il ressort du suivi assuré par le HCDH que l'ensemble des parties au conflit continuent de faire peu de cas du droit international humanitaire dans le cadre des hostilités entre des groupes armés palestiniens et Israël à Gaza. En dehors des hostilités, le HCDH a recensé de nombreuses situations qui font craindre qu'Israël, Puissance occupante, ne respecte pas le droit international humanitaire dans le contexte de l'occupation et qu'aucun des porteurs de devoirs ne s'acquitte des obligations mises à sa charge par le droit international des droits de l'homme. D'après ce que le HCDH a observé, on peut redouter de nombreux cas d'usage excessif de la force⁴, pouvant aller parfois jusqu'à la privation arbitraire de la vie, y compris l'exécution extrajudiciaire. Le climat général

¹ Voir [A/76/333](#), [A/76/336](#), [A/HRC/49/83](#) et [A/HRC/49/85](#).

² Renseignements communiqués par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

³ Renseignements communiqués par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, sur la base de sources israéliennes.

⁴ [A/76/333](#), par. 11 à 15. L'expression « usage excessif de la force » renvoie, dans le présent rapport, aux faits survenus dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre durant lesquelles la force n'a pas été utilisée conformément aux Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois. Il peut s'agir de situations dans lesquelles la force a été employée de manière injustifiée ou excessive, dans une opération illégale de maintien de l'ordre, de manière discriminatoire ou dans toutes ces circonstances à la fois.

d'impunité, dont jouissent tous les porteurs de devoirs et qui est décrit dans les précédents rapports du Secrétaire général et de la Haute-Commissaire, a continué de régner⁵.

5. Israël n'ayant pas délivré de visa, le personnel du HCDH recruté sur le plan international n'a pu entrer dans le Territoire palestinien occupé au cours de la période considérée⁶.

II. Informations actualisées concernant l'établissement des responsabilités

A. Établissement des responsabilités dans l'escalade des hostilités à Gaza en mai 2021 et de précédentes vagues d'hostilités

Hostilités remontant à mai 2021

6. La période comprise entre le 10 et le 21 mai 2021 a été marquée par la plus importante escalade des hostilités entre Israël et des groupes armés palestiniens à Gaza depuis 2014. L'ONU a confirmé que 261 Palestiniens avaient été tués, parmi lesquels 153 hommes, 41 femmes et 67 enfants (23 filles et 44 garçons). Au moins 130 personnes tuées étaient des civils. Près de 2 200 Palestiniens ont été blessés, dont environ 685 enfants et 480 femmes⁷. Dix citoyens et résidents israéliens (5 hommes, 3 femmes et 2 enfants)⁸ ont été tués par des roquettes et des obus de mortier tirés par des groupes armés à Gaza et, selon des sources israéliennes, ces tirs ont fait 710 blessés⁹.

7. Le HCDH a recueilli des informations selon lesquelles plusieurs attaques lancées par Israël, qui ont fait de nombreuses victimes civiles et causé d'importants dommages à des biens de caractère civil, pourraient avoir violé les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution utile prescrits par le droit international humanitaire¹⁰. Or, au 31 octobre 2021, le HCDH n'avait pas connaissance de l'ouverture d'une quelconque enquête criminelle concernant la conduite des forces de sécurité israéliennes pendant les hostilités en mai 2021¹¹. Le Centre palestinien pour les droits de l'homme a déclaré avoir déposé 57 plaintes pénales auprès du Procureur général militaire d'Israël et 295 plaintes civiles auprès du bureau d'indemnisation du Ministère israélien de la défense pour faire la lumière sur des attaques menées lors des hostilités de mai 2021, au cours desquelles 101 Palestiniens ont été tués et 100 autres blessés. Selon le Centre palestinien pour les droits de l'homme, le Procureur général militaire d'Israël a fait savoir que jusqu'à lors, 11 de ces plaintes avaient été transmises au Mécanisme de l'état-major chargé de l'établissement des faits, créé en 2014, afin qu'il les examine plus avant¹².

8. Force est malheureusement de constater que, malgré les examens préliminaires effectués par Israël dans certains cas, les conclusions concernant d'éventuelles violations n'ont pas été rendues publiques et ne semblent pas avoir encore abouti à l'ouverture

⁵ A/76/333, par. 5 et 16 ; A/HRC/43/21, par. 17, 19 et 20 ; et A/HRC/46/22, par. 4, 5, 10 et 11.

⁶ A/HRC/46/63, par. 3.

⁷ Renseignements communiqués par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

⁸ Ce nombre ne comprend pas les décès indirectement liés aux hostilités signalés par les deux parties.

⁹ Renseignements communiqués par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

¹⁰ A/76/333, par. 7 ; et A/HRC/49/83. Voir aussi le paragraphe 8 du présent rapport.

¹¹ Des médias ont rapporté qu'une enquête avant été ouverte sur une opération lancée le 12 mai 2021 par les forces de sécurité israéliennes positionnées à la clôture séparant Israël de Gaza, au cours de laquelle elles avaient tiré sur un groupe d'agriculteurs palestiniens, tuant l'un d'entre eux et blessant deux autres. Les Forces de défense israéliennes ont dit que des mesures disciplinaires avaient été prises à l'encontre des officiers impliqués. Voir <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-idf-commander-soldier-dismissed-for-firing-at-palestinians-during-gaza-op-1.9896397>.

¹² Voir https://www.gov.il/BlobFolder/generalpage/downloads_eng1/en/ENG_turkel_eng_b1-474.pdf, p. 378 ; https://www.gov.il/BlobFolder/news/spoketurkelcommittee210915/en/documents_reporteng.pdf, p. 21 à 23 ; et <https://www.idf.il/en/articles/operation-protective-edge/idf-conducts-fact-finding-assessment-following-operation-protective-edge/>. Voir aussi A/HRC/37/41, par. 11 ; et A/HRC/40/43, par. 9.

d'enquêtes criminelles ou à d'autres mesures concrètes d'établissement des responsabilités. Par exemple, le 13 mai 2021, l'artillerie israélienne a bombardé intensément un quartier résidentiel et une zone agricole situés à proximité de la clôture entre Israël et Gaza, près de Beït Lahiya, tuant six personnes, dont une jeune fille de 17 ans et un bébé de 9 mois, et faisant plusieurs blessés. Ces bombardements suscitent de graves préoccupations quant au respect de l'interdiction faite par le droit international humanitaire de lancer des attaques aveugles et disproportionnées¹³. Selon les Forces de défense israéliennes, après avoir réalisé un examen militaire interne, dont les conclusions n'ont pas été rendues publiques, elles ont tiré des enseignements de cette attaque, les ont mis à profit sur le plan professionnel et les ont transmis à l'unité d'artillerie. D'après des médias, à la suite de cet examen préliminaire interne, un certain nombre de soldats de rang inférieur ont été suspendus pour une période limitée avant de regagner les rangs et un officier de bataillon a été muté à un poste de formation¹⁴. Tandis que de telles sanctions disciplinaires semblent être sans commune mesure avec la gravité des faits et les éventuelles infractions commises, le porte-parole des Forces de défense israéliennes a indiqué que le Mécanisme de l'état-major chargé de l'établissement des faits examinait les circonstances exactes de ce qui s'était passé.

9. Des médias ont indiqué que d'importantes failles dans le processus de collecte de renseignements étaient à l'origine de la frappe aérienne israélienne qui avait détruit la tour Al-Jalaa dans la ville de Gaza le 15 mai 2021, laquelle abritait notamment les bureaux de l'Associated Press et d'Al-Jazira ainsi que de nombreux appartements. Selon les informations disponibles, des agents des forces de sécurité israéliennes avaient été informés que des médias disposaient de bureaux dans ce bâtiment avant de lancer la frappe et des doutes avaient été émis au sujet de la nécessité de cette attaque¹⁵. Dès lors qu'il n'a pas été clairement prouvé que la frappe pouvait apporter une contribution effective à l'action militaire et offrir un avantage militaire précis, et qu'elle a causé des dommages à des biens de caractère civil¹⁶, cette attaque suscite de graves préoccupations quant au respect des principes de distinction ou de proportionnalité consacrés par le droit international humanitaire¹⁷. Selon un examen interne mené par les Forces de défense israéliennes, l'attaque dirigée contre le bâtiment a causé des dommages importants aux capacités du Hamas et [...] n'a fait aucune victime¹⁸. Au 31 octobre 2021, aucune information concernant une éventuelle enquête criminelle n'avait été rendue publique.

10. Le manque de transparence persiste en ce qui concerne l'existence, le statut, l'état d'avancement et le résultat de tout examen préliminaire ouvert par l'armée israélienne sur de tels faits. Les mesures préliminaires prises – et rendues publiques par les autorités israéliennes – comme suite aux violations du droit international humanitaire que les Forces de défense israéliennes auraient commises en mai 2021 dans le contexte des hostilités semblent confirmer la tendance, déjà constatée par le Secrétaire général et la Haute-Commissaire, selon laquelle l'avocat général de l'armée israélienne s'abstient régulièrement d'ouvrir des enquêtes criminelles en cas de graves violations du droit international humanitaire qui auraient été commises dans le contexte des hostilités¹⁹.

11. Les roquettes et obus de mortier tirés par des groupes armés palestiniens à Gaza ont tué et blessé des civils israéliens et palestiniens et causé des dommages importants à des biens

¹³ Voir https://ihl-databases.icrc.org/customary-ihl/fre/docs/v1_rul_rule12 et https://ihl-databases.icrc.org/customary-ihl/fre/docs/v1_rul_rule14.

¹⁴ Voir <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-idf-covered-up-negligent-killing-of-six-gazans-during-recent-conflict-1.10073500?ts=1636456138539>.

¹⁵ Voir <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-idf-only-discovered-foreign-media-was-based-in-gaza-tower-after-strike-begun-1.10362300>.

¹⁶ Voir <https://www.haaretz.com/israel-news/israel-revised-intel-biden-answers-gaza-bombing-ap-al-jazeera-1.10395688> et <https://www.haaretz.com/us-news/blinden-i-haven-t-seen-evidence-that-hamas-operated-in-downed-ap-building-in-gaza-1.9815458>.

¹⁷ Voir https://ihl-databases.icrc.org/customary-ihl/fre/docs/v1_rul_rule8, https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/ihlweb_fre_1.nsf/docindex/v1_rul_rule12, https://ihl-databases.icrc.org/customary-ihl/fre/docs/v1_rul_rule14 et https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/ihlweb_fre_1.nsf/docindex/v1_rul_rule19.

¹⁸ Voir <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-idf-only-discovered-foreign-media-was-based-in-gaza-tower-after-strike-begun-1.10362300>.

¹⁹ A/71/364, par. 40 ; A/HRC/43/21, par. 17 ; et A/HRC/46/22, par. 8.

de caractère civil, comme des habitations, des infrastructures publiques et des usines²⁰. En plus des victimes israéliennes, au moins 18 Palestiniens, dont 5 garçons, 1 fille et 3 femmes, ont été tués, apparemment par des roquettes tirées par des groupes armés palestiniens qui avaient manqué leur cible. Le 10 mai 2021, une explosion, apparemment provoquée par une roquette tirée par des groupes armés palestiniens à Gaza, est survenue dans une zone densément peuplée de la ville de Jabaliya, au Nord-Gaza, faisant huit morts, dont deux enfants, et blessant de nombreuses personnes, dont au moins 10 enfants et 2 femmes. Ces roquettes sont, par définition, lancées à l'aveugle et leur utilisation constitue donc une violation manifeste de l'interdiction faite par le droit international humanitaire de diriger des attaques sans discrimination²¹.

12. Aucune information n'a été communiquée publiquement ou directement au HCDH concernant de quelconques mesures que l'État de Palestine ou les autorités de facto de Gaza auraient prises pour enquêter sur les allégations de violations du droit international humanitaire commises par des groupes armés palestiniens au cours des hostilités de mai 2021. Les organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme ont fait part de leurs préoccupations concernant les obstacles considérables auxquels se heurtent les victimes palestiniennes et leur famille qui souhaitent porter plainte concernant les actions menées par des groupes armés pendant les hostilités, puisqu'elles craignent de subir des représailles et d'être stigmatisées par la population locale.

Précédentes vagues d'hostilités

13. Le HCDH n'a pas connaissance de mesures prises au cours de la période considérée par l'une quelconque des parties au conflit pour veiller à établir les responsabilités concernant de précédentes vagues d'hostilités à Gaza. Il est très préoccupant de constater que les responsabilités n'ont toujours pas été établies pour les violations réelles ou potentielles du droit international humanitaire, y compris les allégations de crimes de guerre, qui auraient été commises par l'ensemble des parties au conflit²².

14. En ce qui concerne Israël, le bilan le plus récent établi par l'avocat général de l'armée israélienne a été présenté le 15 août 2018²³. Aucune autre mise à jour n'a été publiée depuis cette date et, pendant la période considérée, aucun progrès notable n'a été rendu public concernant l'enquête sur les allégations de violations commises durant la vague d'hostilités de 2014 et d'éventuelles poursuites. Le Centre palestinien pour les droits de l'homme et le Centre Al-Mezan pour les droits de l'homme ont fait savoir qu'ils avaient reçu des renseignements de la part de l'avocat général de l'armée selon lesquels aucune enquête criminelle n'allait être ouverte concernant quatre et neuf des plaintes qu'ils avaient respectivement déjà déposées. Une de ces plaintes concernait les frappes aériennes israéliennes sur des maisons adjacentes du quartier d'Al-Shaboura, à Rafah, qui avaient fait huit morts, dont 6 enfants et 1 femme, le 2 août 2014. De même, on constate une absence de progrès et de transparence dans l'établissement des responsabilités en ce qui concerne les principaux épisodes de violence survenus précédemment en 2008/2009 (aucune information publique n'étant disponible depuis juillet 2010) et en 2012 (aucun bilan n'ayant été rendu public depuis avril 2013). Cette absence de progrès met en lumière l'incapacité du Mécanisme de l'état-major chargé de l'établissement des faits de mener des enquêtes rapides et efficaces sur ces graves allégations.

15. Aucune information n'a été communiquée sur les mesures que le Gouvernement de l'État de Palestine ou les autorités de facto de Gaza auraient prises pour établir les responsabilités concernant de possibles violations du droit international humanitaire, dont

²⁰ A/76/333, par. 8 ; et A/HRC/49/83.

²¹ A/76/333, par. 8 ; et A/HRC/29/52, par. 33. Voir aussi https://ihl-databases.icrc.org/customary-ihl/fre/docindex/v1_rul_rule1 et https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/ihlweb_fre_1.nsf/docindex/v1_rul_rule12.

²² A/71/364, par. 39 et 51 à 55 ; A/HRC/43/21, par. 14, 15 et 19 ; et A/HRC/46/22, par. 5 et 6.

²³ A/HRC/40/43, par. 5 et 9 ; et <https://mfa.gov.il/MFA/ForeignPolicy/IsraelGaza2014/Documents/Operation-Protective-Edge-MAG-Corps-Press-Release-Update-6-15-August-2018.pdf>.

des crimes de guerre, commises par des groupes armés palestiniens dans le contexte des vagues d'hostilités de 2008/2009, 2012 ou 2014²⁴.

16. L'absence de progrès réels dans les enquêtes et les poursuites concernant des allégations de violations, dont certaines ont été commises il y a plus de dix ans, amène à douter de la volonté des autorités israéliennes et palestiniennes d'obliger les présumés responsables à rendre vraiment compte de leurs actes. Ces épisodes d'escalade et les hostilités sporadiques qui les ont entrecoupés sont marqués par des violations persistantes et récurrentes du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme commises par toutes les parties, ce qui souligne encore plus leur caractère récurrent, le climat d'impunité qui règne et l'échec des efforts que l'ensemble des parties consent pour prendre des mesures suffisantes afin d'en prévenir la répétition²⁵.

B. Établissement des responsabilités dans le recours illicite à la force et d'autres violations du droit international des droits de l'homme

Israël

17. L'impunité est toujours généralisée pour ce qui est des cas d'usage présumé excessif de la force par les forces de sécurité israéliennes en dehors des hostilités²⁶. Entre le 1^{er} janvier 2017²⁷ et le 31 octobre 2021, 428 Palestiniens²⁸ (dont 91 enfants) ont été tués par les forces de sécurité israéliennes lors d'opérations de maintien de l'ordre menées dans le Territoire palestinien occupé. Le HCDH a connaissance de l'ouverture de 82 enquêtes criminelles concernant ces décès, dont au moins 13 ont été classées sans suite et 5 ont donné lieu à des inculpations à l'issue desquelles des déclarations de culpabilité ont été prononcées dans trois affaires²⁹. Ces chiffres semblent en totale contradiction avec la politique d'Israël en matière d'enquête, en vigueur depuis 2011, selon laquelle les Forces de défense israéliennes sont tenues d'ouvrir immédiatement une enquête sur les opérations en Cisjordanie qui ont entraîné la mort d'une personne, sauf s'il s'agit d'un « combat réel »³⁰. Malgré les déclarations publiques que les autorités israéliennes font fréquemment pour annoncer qu'un meurtre fait l'objet d'un examen, dans la plupart des cas, aucune enquête criminelle n'est ouverte et les détails de la décision ne sont pas rendus publics, alors que la loi israélienne exige que l'avocat général de l'armée motive toutes les décisions, y compris dans les affaires impliquant un « combat réel ». Lorsqu'une enquête criminelle a été ouverte, les constatations et les conclusions n'ont été rendues publiques que dans quelques cas exceptionnels où les événements ayant fait des morts ou des blessés ont été pris en photo ou filmés et ont considérablement attiré l'attention du public³¹. Le manque de transparence concernant l'ouverture d'enquêtes et l'absence de progrès et de résultats des enquêtes menées par les autorités israéliennes sont extrêmement préoccupants, car l'obligation d'enquêter sur des

²⁴ [A/HRC/46/22](#), par. 10. Voir aussi [A/HRC/29/52](#) et [A/HRC/12/48](#).

²⁵ [A/HRC/28/45](#), par. 16.

²⁶ [A/71/364](#), par. 66 ; [A/76/333](#), par. 5 et 16 ; [A/HRC/43/21](#), par. 20 ; et [A/HRC/46/22](#), par. 11.

²⁷ Le 1^{er} janvier 2017 marque le début de la première période considérée au cours de laquelle le Conseil des droits de l'homme a prié le Haut-Commissaire de rendre compte des mesures prises pour que les responsabilités soient établies et que justice soit faite pour les violations du droit international commises dans le Territoire palestinien occupé.

²⁸ Ce nombre n'inclut pas les personnes tuées dans le contexte des hostilités ou dans des circonstances qui n'ont pas pu être déterminées. Au total, 850 Palestiniens ont été tués par les forces de sécurité israéliennes au cours de cette même période.

²⁹ Au cours de la période considérée, 19 enquêtes ont été ouvertes sur des meurtres. En outre, le HCDH a appris que 17 autres enquêtes avaient été ouvertes sur des meurtres entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 octobre 2020. Voir https://www.btselem.org/sites/default/files/publications/202112_unwilling_and_unable_eng.pdf.

³⁰ Cour suprême d'Israël, *B'Tselem c. le Juge-avocat général*, affaire n° HCJ 9594/03, 21 août 2011. Concernant le problème que pose une interprétation large de la notion d'« activité de combat » – au sens où l'entend le système judiciaire israélien – au regard de la protection du droit à la vie des Palestiniens, voir [A/HRC/46/22](#), par. 18.

³¹ Le 21 juin 2021, un acte d'accusation pour homicide par imprudence a été présenté au tribunal de district de Jérusalem à l'encontre d'un agent de la police des frontières israélienne impliqué dans le meurtre d'Iyad Hallaq, commis le 30 mai 2020.

homicides résultant potentiellement d'actes illégaux est un élément important de la protection du droit à la vie³². Dans les rares cas où des enquêtes ont donné lieu à des poursuites pénales, les charges sont souvent sans commune mesure avec la gravité de la conduite reprochée³³.

18. Au cours de la période considérée, les forces de sécurité israéliennes ont tué 74 Palestiniens, dont 17 enfants, 3 femmes et 54 hommes, lors d'opérations de maintien de l'ordre. En Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, les forces de sécurité israéliennes ont davantage recouru à la force de manière injustifiée ou excessive dans le cadre de manifestations contre l'occupation militaire, l'expansion des colonies et les expulsions de Palestiniens, et en riposte aux attaques avérées ou présumées de Palestiniens contre des Israéliens³⁴. Dans la grande majorité des cas examinés par le HCDH, l'usage de la force par les forces de sécurité israéliennes ne semblait pas conforme aux critères de légalité, de nécessité et de proportionnalité, ce qui a fréquemment entraîné de potentiels homicides illicites, y compris, dans certains cas, d'éventuelles exécutions extrajudiciaires³⁵.

19. Il est encore très préoccupant de constater qu'aucune mesure d'établissement des responsabilités n'a été prise pour veiller à ce que les personnes impliquées répondent de leurs actes³⁶. Le 14 octobre 2021, les forces de sécurité israéliennes ont abattu Amjad Abu Sultan, âgé de 14 ans, apparemment sans sommation, à bout portant, alors qu'il tentait d'allumer un cocktail Molotov près de la clôture à Beït Jala. Il est ressorti du suivi assuré par le HCDH que les forces de sécurité israéliennes avaient vraisemblablement repéré le garçon et savaient peut-être qu'il avait l'intention de lancer des cocktails Molotov à cet endroit, puisqu'elles avaient déjà rencontré la victime avant les faits³⁷. Les forces de sécurité israéliennes n'ont pourtant pas recouru à des moyens moins meurtriers pour empêcher cette attaque et on peut donc craindre que cela constitue un usage excessif de la force ayant entraîné la mort d'un mineur. À la connaissance du HCDH, les autorités militaires israéliennes n'ont pas fait la lumière sur ce qui s'était passé. La Haute-Commissaire s'est déjà déclarée préoccupée par le double rôle de l'avocat général de l'armée israélienne, qui dispense des conseils juridiques avant et pendant les opérations, tout en enquêtant sur les opérations après coup³⁸.

20. Le 25 novembre 2020, les forces de sécurité israéliennes ont abattu Nour Shqair, âgé de 37 ans, près du point de contrôle d'Az-Zayyem, à l'est de Jérusalem. Selon le suivi assuré par le HCDH, M. Shqair avait accéléré au volant de son véhicule et aurait percuté un agent de la police des frontières, après que les forces de sécurité israéliennes du point de contrôle avaient émis des doutes sur ses documents d'identité. Lorsque M. Shqair est sorti de son véhicule quelque 300 mètres plus loin, les mains levées, les forces de sécurité qui couraient dans sa direction lui ont tiré dessus à plusieurs reprises et à bout portant, alors qu'un des agents criait pourtant d'arrêter de tirer. On peut craindre que ces faits constituent un homicide illicite. Le 5 février 2021, le Service des enquêtes internes de la police du Ministère de la justice a indiqué à la famille de la victime qu'il avait été décidé de ne pas ouvrir d'enquête au motif que l'intervention des agents était conforme au protocole et que la victime présentait un « danger réel et immédiat »³⁹.

21. Les cas d'usage inutile ou excessif de la force par les forces de sécurité israéliennes à l'encontre de Palestiniens, qui ont été blessés ou tués, sont restés impunis. Selon des médias, au cours de la période considérée, les autorités israéliennes ont classé sans suite trois enquêtes et un examen préliminaire concernant quatre affaires portant sur des meurtres de Palestiniens, dont un enfant⁴⁰. L'une de ces affaires concernait le meurtre de Zaid Qaisiya, tué le 13 mai

³² Comité des droits de l'homme, observation générale n° 36 (2018), par. 27 ; et Protocole du Minnesota relatif aux enquêtes sur les décès résultant potentiellement d'actes illégaux.

³³ A/75/336, par. 9 ; A/HRC/40/43, par. 19 et 21 ; et A/HRC/46/22, par. 16.

³⁴ A/76/333, par. 12 et 13.

³⁵ Voir aussi A/76/333, par. 11.

³⁶ A/HRC/43/21, par. 20 et 30 ; et A/HRC/46/22, par. 11.

³⁷ Voir <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-cyberbullying-the-shin-bet-s-new-pastime-in-palestine-1.10417834> et <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-the-premeditated-killing-of-amjad-1.10443238>.

³⁸ A/HRC/40/43, par. 9.

³⁹ Voir <https://news.walla.co.il/item/3416216> (en hébreu).

⁴⁰ Les autres affaires classées concernaient les meurtres d'Omar Badawi, âgé de 21 ans et tué le 11 novembre 2019, de Bader Nafla, âgé de 19 ans et tué le 7 février 2020, et de Fehmiye Hrb, âgé de

2020 à Hébron. Les forces de sécurité israéliennes ont abattu M. Qaisiya, âgé de 17 ans, visant à balles réelles la tête du jeune homme alors qu'il se tenait sur le toit d'un immeuble de quatre étages situé à une distance de 200 à 300 mètres d'une opération d'arrestation qu'elles menaient, et que, selon de nombreux témoins de la scène, il n'était impliqué dans aucune confrontation⁴¹. L'enquête aurait été classée au motif qu'il n'avait pas été possible de déterminer les circonstances du décès du jeune homme et s'il était tombé sous les tirs des forces de sécurité israéliennes, alors que rien n'indiquait que des tirs croisés avaient eu lieu à cet endroit-là au moment des faits. C'est pour ce même motif que les autorités israéliennes ont autorisé la clôture de l'enquête sur la mort d'Abd el-Shatawi, âgé de 9 ans, tué en juillet 2019, à Kafr Qaddum, de plusieurs balles réelles dans la tête. On peut craindre que ces faits, dont le HCDH assure le suivi, constituent un usage inutile de la force par les forces de sécurité israéliennes, ayant infligé des blessures graves à un enfant, dont le cours de la vie a été bouleversé et qui se trouve actuellement dans un état végétatif dans un hôpital israélien.

22. À Gaza, il est tout aussi préoccupant de constater qu'aucun progrès n'a été réalisé dans les enquêtes liées au recours généralisé à la force meurtrière par les forces de sécurité israéliennes contre des manifestants palestiniens qui participaient à la Grande Marche du retour, organisée entre le 30 mars 2018 et le mois de décembre 2019⁴². À la connaissance du HCDH, les autorités israéliennes n'ont pris aucune mesure d'établissement des responsabilités au cours de la période considérée et le dernier bilan communiqué par le Ministère israélien de la justice concernant l'état d'avancement des enquêtes et des poursuites date de juillet 2019⁴³. Le Centre Al-Mezan pour les droits de l'homme a indiqué que, au cours de la période considérée, il avait reçu des renseignements de la part de l'avocat général de l'armée israélienne, selon lesquels aucune enquête criminelle ne serait ouverte à la suite de sept plaintes déposées pour les meurtres de Palestiniens commis lors des manifestations de la Grande Marche du retour. L'une de ces plaintes concernait le meurtre d'Abd el-Nabi, âgé de 18 ans, tué le 30 mars 2018 à Abu Safya, au Nord-Gaza, par les forces de sécurité israéliennes. M. El-Nabi avait été abattu d'une balle réelle dans la tête, alors qu'il était de dos et se trouvait à environ 400 mètres de la clôture, dont il s'éloignait en courant, dans des circonstances où il ne semblait présenter aucune menace imminente pour les forces de sécurité⁴⁴.

23. En droit international des droits de l'homme, l'emploi d'une force potentiellement létale dans le cadre du maintien de l'ordre est une mesure extrême à laquelle il ne devrait être recouru que lorsque cela s'avère strictement nécessaire pour protéger la vie ou prévenir un préjudice grave découlant d'une menace imminente⁴⁵. Les États doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir toute privation arbitraire de la vie par leurs agents de maintien de l'ordre, y compris les soldats chargés de missions de maintien de l'ordre⁴⁶. Le recours non justifié et illégal aux armes à feu par les responsables de l'application des lois contre une personne protégée, entraînant sa mort, peut constituer un crime de guerre lorsqu'il a lieu dans le cadre d'une occupation militaire⁴⁷.

Recours civils

24. La disposition législative introduite en 2014, excluant les Gazaouis (en tant que résidents d'un « territoire ennemi ») du champ d'application de la législation israélienne sur

60 ans et tué le 1^{er} mai 2021. Voir <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium.HIGHLIGHT.MAGAZINE-what-the-israeli-army-does-to-soldiers-who-shoot-palestinians-1.10398852>.

⁴¹ A/75/336, par. 8.

⁴² A/HRC/46/22, par. 12.

⁴³ A/HRC/43/21, par. 24. Selon les nombres communiqués à B'Tselem par les Forces de défense israéliennes en avril 2021, sur les 233 meurtres de Palestiniens à Gaza dont était saisi le Mécanisme de l'état-major chargé de l'établissement des faits, 35 enquêtes ont été ouvertes par l'avocat général de l'armée israélienne et une seule déclaration de culpabilité a été prononcée. Voir https://www.btselem.org/sites/default/files/publications/202112_unwilling_and_unable_eng.pdf.

⁴⁴ A/HRC/40/39, par. 24.

⁴⁵ Comité des droits de l'homme, observation générale n° 36 (2018), par. 12.

⁴⁶ Ibid., par. 17.

⁴⁷ A/HRC/29/CRP.4, par. 546.

la responsabilité civile, est restée en vigueur⁴⁸. En outre, le 19 mai 2021, le tribunal de district de Beersheba a rejeté une demande d'indemnisation présentée en 2005, sur le fondement de la loi sur les recours civils (responsabilité de l'État), par la famille d'Iman al-Hams, jeune fille de 14 ans qui avait été tuée en 2004 par les forces de sécurité israéliennes. Un membre des services de sécurité avait tiré plusieurs balles réelles à bout portant sur la jeune fille alors qu'elle gisait déjà au sol, blessée par des tirs⁴⁹, parce qu'elle avait pénétré dans une zone de sécurité près de Rafah. Se basant sur le libellé de la loi en vigueur en 2005, le tribunal a conclu que, même si les forces militaires avaient agi avec négligence et en violation des règles d'engagement et du droit international humanitaire, leur conduite relevait d'une « activité de combat », ce qui exonérait donc l'État de sa responsabilité civile⁵⁰.

Autorités palestiniennes

25. Au cours de la période considérée, les Palestiniens vivant sous le contrôle effectif de l'Autorité palestinienne et des autorités de facto de Gaza ont également été victimes d'une augmentation d'actes de violence et d'agissements, de la part des forces de sécurité palestiniennes, susceptibles de constituer des violations du droit à la vie et à l'intégrité physique⁵¹. Le HCDH a appris que deux Palestiniens avaient été tués par les forces de sécurité palestiniennes et que les forces de sécurité des autorités de facto de Gaza avaient tué deux autres Palestiniens au cours de la période considérée. La commission pour la justice des forces de sécurité palestiniennes a indiqué avoir ouvert six enquêtes entre le 1^{er} janvier et le 31 octobre 2021 sur des cas d'usage meurtrier de la force par les forces de sécurité palestiniennes. Quoi qu'il en soit, on ne sait toujours pas si les mesures que les autorités palestiniennes en Cisjordanie et à Gaza ont prises pour enquêter sur ces violations et poursuivre les auteurs étaient suffisantes au regard des normes internationales.

26. Le 24 juin, Nizar Banat, opposant de l'Autorité palestinienne et candidat au Conseil législatif palestinien, qui avait été arrêté à plusieurs reprises par les forces de sécurité palestiniennes, a été tué après avoir été passé à tabac au cours d'une opération d'arrestation dans la zone H2 d'Hébron. Le même jour, le Premier Ministre palestinien a annoncé la création d'une commission d'enquête présidée par le Ministre palestinien de la justice, qui a transmis ses conclusions au procureur militaire le 30 juin⁵². Ce dernier a inculpé 14 agents des forces de sécurité palestiniennes qui avaient mené le raid du 5 septembre de « coups et actes de torture intentionnels ayant entraîné la mort », d'« abus d'autorité » et de « désobéissance aux ordres et aux instructions ». Le procès s'est ouvert le 14 septembre devant le tribunal militaire de Ramallah. Des hauts gradés des forces de sécurité qui avaient autorisé et supervisé l'opération (sans avoir été mis en accusation) ont été entendus. Le HCDH a réuni des informations selon lesquelles les membres de la famille de Nizar Banat, y compris un témoin oculaire, ont été victimes de menaces, d'actes de harcèlement, d'arrestations et de mauvais traitements, et les domiciles de certains d'entre eux ont fait l'objet de violentes descentes à cette période. Le 15 août, un tribunal de Ramallah a condamné par contumace le frère de la victime, Ghassan Banat, à deux ans d'emprisonnement pour faits de corruption. Selon Ghassan Banat et son avocat, l'intéressé n'avait pas été informé des charges portées contre lui, ni convoqué pour un interrogatoire ou une audience. Même si la peine n'avait pas été exécutée à la fin de la période considérée, il y a fort à craindre que cette condamnation soit une mesure de représailles puisque Ghassan Banat avait publiquement demandé, y compris à la communauté internationale, que les meurtriers de son frère répondent de leurs actes. Le 19 septembre, les forces de sécurité palestiniennes ont agressé physiquement et arrêté Hussein Banat, le cousin de Nizar Banat qui avait assisté à son meurtre. Selon les forces de sécurité palestiniennes, Hussein Banat a été arrêté car il était soupçonné d'avoir tiré sur la maison d'un membre des forces de sécurité palestiniennes à Dura, près d'Hébron, le 16 septembre. Hussein Banat a déclaré avoir subi de mauvais traitements pendant sa détention et a été libéré sous caution le 7 octobre. Le

⁴⁸ A/71/364, par. 57 ; A/HRC/40/43, par. 25 et 26 ; et A/HRC/43/21, par. 36.

⁴⁹ Voir <https://www.shovrimshatika.org/testimonies/database/79471> (en hébreu).

⁵⁰ Tribunal de district de Beersheba, *Al-Hams c. État d'Israël*, affaire n° 5709-12-12, 19 mai 2021.

⁵¹ Voir A/HRC/49/83.

⁵² Voir <https://english.wafa.ps/Pages/Details/125158>.

28 octobre, les forces de sécurité palestiniennes ont arrêté et placé en détention Arafat Banat, le frère de Hussein Banat, apparemment pour son implication dans cette même affaire.

27. À Gaza, les forces de sécurité des autorités de facto de Gaza auraient à plusieurs reprises fait un usage excessif de la force lors d'opérations de maintien de l'ordre⁵³. Le 23 juillet, un homme de 27 ans est mort après avoir été touché à l'abdomen par des balles réelles tirées par ces forces de sécurité alors que le véhicule dans lequel il se trouvait quittait un point de contrôle situé à l'est de la ville de Gaza, apparemment sans y avoir été autorisé. Les autorités de facto ont décidé de ne pas ouvrir d'enquête criminelle sur cet événement. Alors que les autorités de facto de Gaza continuent d'indiquer qu'elles reçoivent et examinent des plaintes concernant des situations dans lesquelles leurs forces de sécurité auraient fait un usage excessif de la force, les conclusions de ces enquêtes n'ont pas été rendues publiques et le HCDH n'a pas connaissance d'une quelconque autre mesure prise pour enquêter sur les violations alléguées et poursuivre les responsables présumés.

28. Les meurtres liés au genre sont restés impunis, tant en Cisjordanie qu'à Gaza⁵⁴. En Cisjordanie, plus de deux ans après le meurtre d'Israa Ghayeb, qui était alors âgée de 21 ans⁵⁵, le procès devant le tribunal de district de Bethléem n'est toujours pas terminé. Au cours de la période considérée, les trois accusés ont été libérés sous caution en attendant la conclusion du procès. Au cours de cette même période, le HCDH a recensé 26 affaires pouvant impliquer des meurtres liés au genre (16 femmes et 10 filles) : 15 en Cisjordanie et 11 à Gaza. Il a été indiqué que 12 de ces décès étaient des meurtres et que les 14 décès restants étaient liés à un suicide, accidentels ou survenus dans des circonstances inconnues. Le HCDH sait que huit actes d'accusation relatifs à ces affaires ont été délivrés (cinq en Cisjordanie et trois à Gaza).

29. La Haute-Commissaire demande une nouvelle fois à l'État de Palestine de veiller à ce que tous les cas de violation alléguée des droits de l'homme fassent l'objet d'enquêtes rapides, impartiales, indépendantes et approfondies, dans le respect des normes internationales, et à ce que les auteurs répondent de leurs actes⁵⁶.

C. Établissement des responsabilités concernant des actes de torture et des mauvais traitements

Israël

30. Le HCDH constate toujours avec préoccupation que les autorités israéliennes compétentes ne font guère preuve de responsabilité dans les enquêtes sur les mauvais traitements que des Palestiniens auraient subis dans des centres de détention israéliens et qui pourraient être constitutifs de torture⁵⁷. Selon le Comité public contre la torture en Israël, sur plus de 1 300 plaintes pour torture déposées au nom de Palestiniens auprès du Ministère israélien de la justice depuis 2001, seules deux enquêtes criminelles ont été ouvertes. Elles ont toutes deux été classées sans suite au cours de la période considérée. Le 24 janvier 2021, le Procureur général d'Israël a annoncé la clôture de l'enquête criminelle sur les actes de torture que les enquêteurs de l'Agence israélienne de sécurité auraient infligés à Samer al-A'rbeed, qui est actuellement jugé pour son rôle présumé dans l'attaque perpétrée à Ein Bubin en 2019. Deux jours après son arrestation, M. Al-A'rbeed avait été hospitalisé pour des blessures potentiellement mortelles, liées aux formes graves de mauvais traitements et de torture qu'il aurait subies alors qu'il était détenu par Israël⁵⁸. Le Procureur général a décidé de classer l'affaire faute de preuve établissant la commission d'une infraction⁵⁹. Les autorités israéliennes ont refusé de communiquer les éléments de l'enquête, notamment ceux qui concernaient les « méthodes d'interrogatoire spéciales » employées, sur la base desquels

⁵³ Voir [A/HRC/49/83](#).

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ [A/HRC/43/70](#), par. 34.

⁵⁶ [A/HRC/46/22](#), par. 25.

⁵⁷ Ibid., par. 20.

⁵⁸ [A/75/336](#), par. 15.

⁵⁹ Voir <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-case-closed-against-shin-bet-agents-accused-of-assaulting-palestinian-terror-suspect-1.9477634>.

l'affaire avait été classée. Non seulement la décision du Procureur général soulève des doutes quant à l'efficacité du système judiciaire israélien, qui ne semble pas à même d'enquêter sur des actes de torture et de punir les auteurs de tels actes conformément aux normes et règles internationales, mais elle suscite également de graves préoccupations puisque le Procureur général semble approuver les méthodes d'interrogatoire employées par l'Agence israélienne de sécurité, au mépris de l'interdiction de la torture en droit international des droits de l'homme, qui revêt un caractère absolu et non susceptible de dérogation. En avril 2021, les médias ont fait savoir que le Procureur général d'Israël avait décidé de classer l'enquête concernant deux fouilles génitales qu'une détenue palestinienne avait été contrainte de subir en 2015 et qui auraient pu constituer une agression sexuelle⁶⁰. L'enquête a été close, apparemment faute de preuves, alors que les agents des forces de sécurité israéliennes ayant procédé à la fouille ont reconnu qu'elle avait bien eu lieu.

Autorités palestiniennes

31. Au cours de la période considérée, le HCDH a continué de recenser des cas extrêmement préoccupants de mauvais traitements infligés par les forces de sécurité palestiniennes en Cisjordanie qui, pour certains d'entre eux, pourraient être constitutifs de torture⁶¹. La Commission indépendante pour les droits de l'homme a reçu 141 plaintes pour mauvais traitements ou actes de torture, dont huit déposées par des femmes. La commission pour la justice des forces de sécurité palestiniennes a indiqué avoir ouvert des enquêtes sur cinq cas d'allégations de mauvais traitements ou d'actes de torture commis par les forces de sécurité palestiniennes entre le 1^{er} janvier et le 31 octobre 2021. À Jéricho, entre septembre et décembre 2020, les forces de sécurité palestiniennes ont détenu un Palestinien âgé de 45 ans et l'ont interrogé au motif qu'il était accusé de faux en écritures. Il a dit avoir été passé à tabac, maintenu dans des positions extrêmement douloureuses et victime d'agressions physiques répétées pendant les interrogatoires. L'avocat de l'intéressé ayant fait part de ses inquiétudes quant aux mauvais traitements infligés à son client, le procureur avait ordonné un examen médical mais les forces de sécurité palestiniennes n'ont pas obtempéré. Après avoir été contraint de faire des aveux, l'homme a été libéré sous caution le 5 décembre 2020. Malgré le dialogue constructif que le HCDH a eu avec un certain nombre d'institutions concernées de l'Autorité palestinienne, la réaction des forces de sécurité palestiniennes et les mesures prises par les autorités judiciaires compétentes dans cette affaire et dans un certain nombre d'autres affaires analogues recensées par le HCDH soulèvent de sérieuses préoccupations quant à l'adéquation des mesures prises pour enquêter sur ces crimes et poursuivre les responsables et à l'insuffisance des mécanismes disciplinaires internes des forces de sécurité palestiniennes. Le HCDH a également continué de recevoir des allégations crédibles selon lesquelles des victimes de mauvais traitements avaient fait l'objet d'actes d'intimidation de la part des forces de sécurité palestiniennes et subi des pressions pour qu'elles ne portent pas plainte contre elles, retirent les plaintes déjà déposées ou aient recours à des mécanismes de réconciliation informels. Bien que l'Autorité palestinienne se soit publiquement engagée à donner suite aux plaintes pour torture et mauvais traitements et à créer un mécanisme national de prévention conformément aux obligations mises à sa charge par le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la création de ce mécanisme restait en suspens à la fin de la période considérée, situation qui dure depuis de nombreuses années⁶².

32. Dans le cadre de ses activités de suivi, le HCDH continue également de signaler de nombreuses allégations de mauvais traitements infligés dans des centres de détention de Gaza, qui, dans certains cas, pourraient être constitutifs de torture⁶³. Au cours de la période considérée, la Commission indépendante pour les droits de l'homme a reçu 164 plaintes pour mauvais traitements ou actes de torture, dont 14 déposées par des femmes. Le 21 septembre 2021, les forces de sécurité des autorités de facto de Gaza ont arrêté un homme âgé de 34 ans dans la ville de Gaza. Il a d'abord été transféré vers un site militaire inconnu, puis dans les

⁶⁰ Voir <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium.HIGHLIGHT.MAGAZINE-it-started-with-palestinian-s-arrest-it-ended-with-israeli-officers-probed-for-rape-1.9737766>.

⁶¹ Voir A/HRC/49/83.

⁶² A/HRC/46/22, par. 22.

⁶³ Voir A/HRC/49/83.

locaux de l'agence de sécurité intérieure des autorités de facto de Gaza, où il a été interrogé à plusieurs reprises au motif qu'il était accusé de collaborer avec Israël, frappé à maintes reprises, privé de sommeil et interdit de contact avec son avocat pendant plus d'un mois. Aucune information n'a été rendue publique concernant les mesures qui auraient été prises pour enquêter sur ces allégations de mauvais traitements ou d'autres allégations analogues.

D. Mécanismes internationaux

33. Le 5 février 2021, la Chambre préliminaire de la Cour pénale internationale, saisie d'une demande du Procureur de la Cour tendant à ce qu'elle se prononce sur l'étendue de la compétence territoriale de la Cour concernant la situation en Palestine⁶⁴, a conclu à la majorité de ses juges que la compétence territoriale de la Cour s'étendait aux territoires occupés par Israël depuis 1967, à savoir Gaza et la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est⁶⁵. Le 3 mars 2021, le Procureur a annoncé l'ouverture d'une enquête sur les crimes relevant de la compétence de la Cour qui auraient été commis dans le cadre de la situation en Palestine depuis le 13 juin 2014⁶⁶.

34. Le 27 mai 2021, le Conseil des droits de l'homme a tenu une session extraordinaire en vue d'examiner la situation préoccupante des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, au cours de laquelle il a décidé de créer une commission d'enquête internationale indépendante et permanente, chargée d'enquêter sur toutes les violations présumées du droit international des droits de l'homme et toutes les atteintes à ce droit qui auraient été commises depuis le 13 avril 2021, ainsi que sur toutes les causes profondes des tensions récurrentes, de l'instabilité et de la prolongation du conflit, y compris la discrimination et la répression systématiques fondées sur l'identité nationale, ethnique, raciale ou religieuse⁶⁷.

III. Restrictions et attaques dont font l'objet les personnes et organisations qui défendent les droits de l'homme et établissement des responsabilités

Israël

35. Les séries de mesures qu'Israël a prises depuis longtemps pour réduire au silence les défenseurs des droits de l'homme et les organisations de la société civile qui militent en faveur des droits humains des Palestiniens et pour réduire la place qu'ils occupent se sont intensifiées au cours de la période considérée.

36. En juillet 2021, deux organisations ont appris que le commandant militaire israélien pour la Cisjordanie les avait déclarées « associations illicites »⁶⁸. Le 19 octobre 2021, sur le fondement de la loi antiterroriste de 2016, le Ministre de la défense a déclaré « organisations terroristes » les six organisations des droits de l'homme et organisations humanitaires palestiniennes suivantes : l'Association Al-Damir pour le soutien aux prisonniers et la défense de leurs droits fondamentaux, l'organisation Al-Haq, le Bisan Center for Research

⁶⁴ A/HRC/46/22, par. 29.

⁶⁵ Voir <https://www.icc-cpi.int/Pages/item.aspx?name=pr1566&ln=fr>.

⁶⁶ Voir <https://www.icc-cpi.int/Pages/item.aspx?name=210303-prosecutor-statement-investigation-palestine&ln=fr>.

⁶⁷ Voir Conseil des droits de l'homme, résolution S-30/1.

⁶⁸ Les organisations Union of Agricultural Work Committees et Health Work Committees avaient été déclarées « illicites » en janvier 2020 ; mais elles ont toutes deux affirmé n'avoir eu connaissance de ces déclarations qu'en juillet 2021. Le 3 novembre 2021, le commandant militaire israélien pour la Cisjordanie a indiqué que cinq autres organisations qui avaient été déclarées « organisations terroristes » le 19 octobre 2021 – à savoir l'Association Al-Damir pour le soutien aux prisonniers et la défense de leurs droits fondamentaux, l'organisation Al-Haq, le Bisan Center for Research and Development, l'organisation Defence for Children International-Palestine et l'Union of Palestinian Women's Committees – étaient considérées comme des « organisations illicites » en application du règlement de 1945 relatif à la défense (état d'urgence). Voir art. 85 (al. b)) du règlement d'Israël de 1945 relatif à la défense (état d'urgence) et ordonnance militaire n° 101.

and Development, l'organisation Defense for Children International-Palestine, l'Union of Agricultural Work Committees et l'Union of Palestinian Women's Committees. Ces organisations s'emploient depuis des décennies à promouvoir les droits de l'homme et à fournir l'aide humanitaire dont le Territoire palestinien occupé a cruellement besoin, et elles sont des partenaires clefs de l'Organisation des Nations Unies. Ces déclarations faisaient suite à des décisions non motivées ou fondées sur des raisons vagues. Les motifs sous-tendant certaines décisions font référence à des activités de défense des droits de l'homme tout à fait pacifiques et légitimes⁶⁹. Il est indiqué dans ces décisions, qui ont été modifiées après quelques semaines, que les organisations visées sont des branches indissociables du Front populaire de libération de la Palestine et qu'elles ont obtenu des ressources financières qui ont permis au Front populaire de libération de la Palestine de mener des activités terroristes. À la fin de la période considérée, le HCDH n'avait connaissance d'aucune preuve crédible à même d'étayer ces accusations. En outre, les forces de sécurité israéliennes ont arrêté au moins 16 défenseurs des droits de l'homme, dont plusieurs membres du personnel des organisations déclarées « illicites » ou « terroristes »⁷⁰.

37. Les preuves qu'auraient fournies des responsables israéliens aux États Membres et aux organisations internationales versant des fonds à ces six organisations, et qui ont ensuite été rendues publiques dans les médias⁷¹, semblent reposer sur de vagues accusations formulées contre les organisations concernées par deux anciens employés de l'organisation Health Work Committees, actuellement jugés par des tribunaux militaires israéliens, durant leur interrogatoire⁷². Jusqu'à présent, aucune preuve de détournement de fonds ou du lien présumé entre le Front populaire de libération de la Palestine et l'une de ces organisations n'a été produite aux procès en cours. Selon l'avocat de l'un des anciens employés, dont le témoignage serait le principal élément de preuve à charge⁷³, son client a été privé de sommeil, a subi de longues séances d'interrogatoire musclé, a été maintenu dans des positions douloureuses et a été amené à croire que les membres de sa famille avaient été arrêtés. Il a principalement été détenu au secret pendant les cinquante-six jours qu'a duré son interrogatoire et est passé aux aveux en l'absence de son avocat.

38. La loi antiterroriste donne une définition large et vague des termes « actes terroristes » et « organisations terroristes », ce qui risque d'entraîner des restrictions injustifiables des droits de l'homme⁷⁴. La décision de qualifier ces organisations de « terroristes » peut avoir des conséquences considérables. En application de la loi antiterroriste, quiconque adhère à ces organisations, les soutient de toute autre manière ou coopère autrement avec elles s'expose à de longues peines d'emprisonnement ; les organisations visées doivent mettre la clef sous la porte, leurs activités sont interdites et leurs biens sont confisqués⁷⁵. En outre, les banques peuvent imposer des restrictions à leurs bailleurs de fonds, ce qui met sérieusement en péril la capacité de ces organisations d'obtenir des ressources financières.

39. Les organisations concernées et leurs membres peuvent s'opposer à ces déclarations ; toutefois, la loi antiterroriste ne protège pas suffisamment les garanties d'une procédure régulière, comme en témoignent notamment le manque de transparence de la procédure d'examen⁷⁶, les nombreux cas de figure dans lesquels des éléments de preuve peuvent être classés confidentiels⁷⁷ et le fait qu'une personne poursuivie en application de cette loi ne peut

⁶⁹ Le HCDH dispose de ces décisions, qui ont été modifiées le 19 novembre 2021 et mises en ligne à l'adresse <https://nbctf.mod.gov.il/en/Pages/211021EN.aspx>.

⁷⁰ Voir [A/HRC/49/83](#).

⁷¹ Voir <https://theintercept.com/2021/11/04/secret-israel-dossier-palestinian-rights-terrorist/>.

⁷² Voir [A/HRC/49/83](#).

⁷³ Ibid.

⁷⁴ Loi antiterroriste, art. 2. Voir aussi résolution 1566 (2004) du Conseil de sécurité et [A/HRC/16/51](#).

⁷⁵ Loi antiterroriste, art. 20 à 24, 56, 69 et 70, disponible à l'adresse <https://nbctf.mod.gov.il/en/legislation/Pages/default.aspx> (en hébreu).

⁷⁶ Loi antiterroriste, art. 7 (al. b)) et 19. L'entité qui figure sur la liste devrait avoir le droit de demander sa radiation de la liste ou la non-application des sanctions, ou de saisir une autorité compétente indépendante, ainsi que le droit à un examen judiciaire de la décision prise en réponse à sa demande (recommandation 6 du Groupe d'action financière). Voir aussi [A/HRC/16/51](#), par. 35.

⁷⁷ Loi antiterroriste, art. 8 et 9. Le principe de l'égalité entre les parties s'applique aux procédures civiles également et veut, entre autres, que chaque partie ait la possibilité de contester tous les

pas contester, dans le cadre d'une procédure pénale, la décision sous-jacente relative à la qualification de l'organisation⁷⁸. Le règlement relatif à la défense (état d'urgence) donne une définition large et vague du terme « associations illicites », confère un large pouvoir discrétionnaire au commandant militaire israélien pour la Cisjordanie de déclarer des associations comme étant illicites, prévoit des possibilités restreintes d'examen juridique et indépendant, et ne permet pas de contester les décisions relatives à la qualification d'une organisation et les ordonnances connexes avant qu'elles soient délivrées ; on peut aussi sérieusement craindre que les libertés d'expression, d'association et de participation du public fassent l'objet de restrictions injustifiées et que les droits des personnes lésées à une procédure régulière et à un procès équitable soient enfreints.

40. Le fait que les autorités israéliennes désignent et déclarent des organisations des droits de l'homme et des organisations humanitaires comme étant « terroristes » et « illicites » amène sérieusement à craindre que la législation antiterroriste et les ordonnances militaires soient utilisées pour empêcher, restreindre ou criminaliser le travail que ces organisations effectuent en toute légitimité. Ces craintes sont exacerbées par l'absence de preuves étayant de manière irréfutable les accusations portées contre ces organisations. De telles mesures, qui viennent s'ajouter à une série d'actions visant à affaiblir les organisations de la société civile qui œuvrent en faveur des droits humains des Palestiniens, constituent une attaque contre les défenseurs des droits de l'homme et entravent gravement les libertés d'association, d'opinion et d'expression ainsi que le droit à la participation du public.

41. Les défenseurs des droits de l'homme qui ont été victimes d'arrestation ou de violences physiques de la part des forces de sécurité israéliennes continuent d'avoir des difficultés à accéder à des recours et à faire établir les responsabilités concernant de possibles violations des droits de l'homme. Le 28 octobre 2021, le médiateur d'Israël aurait fait savoir que l'enquête sur les passages à tabac et les agressions physiques que la police israélienne aurait infligés à Mohammad Abu al-Hummos, défenseur des droits de l'homme handicapé, originaire du quartier d'Isawiyah à Jérusalem-Est, était entachée de « graves lacunes », puisque l'unité du Ministère de la justice chargée des fautes commises par la police avait attendu près de deux ans pour enquêter sur les plaintes, n'avait pas interrogé de témoins et avait classé l'affaire au motif qu'il n'y avait pas suffisamment de preuves⁷⁹. Agressé par des policiers israéliens le 9 novembre 2019 alors qu'il filmait les agissements des forces de sécurité israéliennes, M. Abu al-Hummos avait dû être hospitalisé pour ses blessures ; la police israélienne avait également arrêté et agressé physiquement son neveu. Les deux victimes avaient déposé une plainte contre la police auprès du Ministère israélien de la justice. L'unité chargée des fautes commises par la police ayant classé l'enquête sans suite, M. Abu al-Hummos et son neveu ont saisi le médiateur israélien auprès des représentants de l'État devant les tribunaux⁸⁰.

Autorités palestiniennes

42. Les défenseurs palestiniens des droits de l'homme ont continué de subir des pressions exercées simultanément par plusieurs porteurs de devoirs, notamment sous la forme d'arrestations, de poursuites et de procédures judiciaires prolongées⁸¹. Le 7 avril 2021, après près de quatre ans de procédure judiciaire, le tribunal d'instance d'Hébron, qui relève de l'Autorité palestinienne, a acquitté Issa Amro, défenseur des droits de l'homme⁸² qui avait déjà été condamné avec sursis à une peine de trois mois d'emprisonnement par un tribunal militaire israélien le 22 mars à raison des activités qu'il menait pour l'organisation Youth Against Settlements⁸³, et l'a déclaré non coupable des chefs d'accusation d'incitation au

arguments et preuves produits par l'autre partie. Voir Comité des droits de l'homme, observation générale n° 32 (2007), par. 13.

⁷⁸ Loi antiterroriste, art. 19. Concernant le caractère problématique de ces dispositions, voir Comité des droits de l'homme, observation générale n° 32 (2007), par. 30.

⁷⁹ Voir <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-watchdog-cites-serious-flaws-in-probe-into-israeli-police-beating-of-palestinians-1.10335012>.

⁸⁰ Voir https://www.gov.il/en/departments/about/about_natam.

⁸¹ Voir A/HRC/49/83. Voir aussi A/HRC/40/43, par. 38 et 41.

⁸² A/HRC/37/42, par. 50 et 51.

⁸³ A/76/333, par. 19.

conflit sectaire et de publication de documents mettant en péril l'intégrité de l'ordre public national, des accusations portées sur le fondement de la loi sur la cybercriminalité. Les charges imputées à M. Amro le 10 septembre 2017 faisaient suite à un commentaire qu'il avait publié sur Facebook, dans lequel il critiquait l'Autorité palestinienne. Dans son commentaire, il avait demandé la libération d'un journaliste. Étant donné le délai écoulé entre la mise en accusation et le jugement, on peut craindre à juste titre que l'État de Palestine n'ait pas respecté le droit de M. Amro d'être jugé sans retard excessif. Les affaires concernant M. Amro, dont étaient saisis les deux porteurs de devoirs, font craindre que des mesures de détention arbitraire, des actes de harcèlement judiciaire et un détournement intentionnel du système judiciaire n'aient été utilisés pour entraver le travail d'un défenseur des droits de l'homme et décourager ce dernier.

43. L'Autorité palestinienne a également pris des mesures qui ont considérablement réduit l'espace civique et les demandes d'établissement des responsabilités. Le Président de l'État de Palestine a promulgué une série de décrets-lois ayant des effets sur la liberté d'association, de réunion pacifique et d'expression⁸⁴. Le 28 février 2021, une modification a ainsi été apportée à la loi relative aux associations caritatives et aux organisations de la société civile⁸⁵. Elle exige que chaque organisation non gouvernementale présente un plan de travail et un budget annuels conformes au plan du ministère compétent, prévoit des limites aux salaires et aux dépenses de ces organisations, et confère au Conseil des ministres le pouvoir d'édicter des règlements sur les levées de fonds effectuées par des organisations non gouvernementales⁸⁶. Le droit à la liberté d'association inclut la capacité de solliciter, de recevoir et d'utiliser des ressources, et les organisations non gouvernementales devraient être libres de déterminer leurs statuts, leur structure et leurs activités à l'abri de toute ingérence de l'État⁸⁷. Toute restriction à la liberté d'association doit être nécessaire dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public, ou pour protéger la santé ou la moralité publiques ou les droits et les libertés d'autrui, et proportionnelle aux intérêts qu'elle entend protéger⁸⁸. Les restrictions radicales imposées par le décret-loi ne semblent pas servir un intérêt protégé et ont de graves conséquences sur l'aptitude des organisations à travailler librement. Bien que l'Autorité palestinienne se soit engagée à suspendre son application⁸⁹, le décret était encore en vigueur à la fin de la période considérée.

44. De fin juin à fin août 2021, des manifestations ont éclaté dans les principales villes de Cisjordanie pour demander que les responsables du meurtre de Nizar Banat rendent des comptes⁹⁰. Le HCDH a constaté à plusieurs reprises que de nombreux manifestants avaient subi des violences physiques de la part des forces de sécurité palestiniennes et d'individus armés en tenue civile, qui agissaient apparemment de concert avec les forces de sécurité palestiniennes, ce qui suscite de graves préoccupations quant à la situation des droits de l'homme⁹¹. Plusieurs femmes et hommes qui manifestaient, dont des candidats de l'opposition politique, des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et un membre du personnel du HCDH qui surveillait la manifestation, ont été agressés physiquement et certains d'entre eux ont été victimes d'actes de violence et de harcèlement fondés sur le genre⁹². D'après le suivi effectué par le HCDH, 75 personnes ont été arrêtées par les forces de sécurité palestiniennes et 40 d'entre elles au moins doivent répondre d'accusations qui seraient liées à l'exercice de leur liberté de réunion pacifique et d'expression. Certaines de ces personnes ont signalé avoir subi de mauvais traitements pendant leur garde à vue. L'Association Al-Damir pour le soutien aux prisonniers et la défense de leurs droits fondamentaux a déposé auprès du parquet de la juridiction militaire et du ministère public palestiniens 11 plaintes au nom des personnes concernées, parmi lesquelles figuraient sept

⁸⁴ Voir [A/HRC/49/83](#).

⁸⁵ Décret-loi présidentiel palestinien n° 7 de 2021, publié au Journal officiel le 2 mars 2021.

⁸⁶ Ibid., art. 2 à 4.

⁸⁷ Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, art. 13. Voir aussi [A/HRC/23/39](#), par. 8 et 16.

⁸⁸ Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 22.

⁸⁹ Voir <https://www.wattan.net/ar/news/334982.html> (en arabe).

⁹⁰ Voir par. 26, *supra*.

⁹¹ Voir <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27247&LangID=E>.

⁹² Voir [A/HRC/49/83](#).

femmes. À la fin de la période considérée, l'Association n'avait été informée des mesures d'enquête prises à cet égard que dans une seule affaire⁹³. La commission pour la justice des forces de sécurité palestiniennes a signalé que sept enquêtes avaient été ouvertes concernant des faits similaires. À la fin de la période considérée, aucune autre information n'avait été communiquée au sujet des mesures d'établissement des responsabilités prises dans d'autres affaires d'allégations d'usage excessif de la force lors de ces manifestations.

IV. Conclusions et recommandations

45. Malgré l'augmentation des actes de violence et les violations répétées du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, l'impunité est restée généralisée. Il y a fort à craindre que les mesures prises jusqu'ici par Israël et les autorités palestiniennes pour enquêter sur les allégations de violations du droit international humanitaire commises durant l'escalade des hostilités en mai 2021 aient été insuffisantes. L'impunité a également persisté en ce qui concerne les violations, dont des crimes de guerre, qu'auraient commises toutes les parties au cours des précédentes vagues d'hostilités de 2008/2009, 2012 et 2014. Pratiquement aucune mesure n'a été prise pour veiller à établir les responsabilités concernant de nombreuses allégations d'usage excessif de la force par les forces israéliennes, qui ont blessé et tué des Palestiniens lors d'opérations de maintien de l'ordre dans le Territoire palestinien occupé. Du côté des autorités palestiniennes, il existe peu d'informations sur les enquêtes et les poursuites visant les membres des forces de sécurité palestiniennes ou des forces de sécurité à Gaza qui auraient fait un usage excessif de la force à l'encontre de Palestiniens et commis d'autres violations de leurs droits humains.

46. Dans ce climat d'impunité, il est particulièrement préoccupant de constater que la liberté d'expression, d'association et de réunion des personnes qui défendent les droits de l'homme et demandent que justice soit faite sont soumises à des restrictions renforcées. La législation antiterroriste ne doit pas être appliquée pour restreindre les droits de l'homme et faire obstacle à l'action humanitaire, supprimer ou nier le droit à la liberté d'association, ou faire taire les opposants politiques et limiter les activités pacifiques de la société civile.

47. Rappelant les mesures de suivi décrites dans l'examen d'ensemble de l'état d'application des recommandations adressées à toutes les parties depuis 2009⁹⁴, la Haute-Commissaire :

a) Demande à Israël de s'acquitter pleinement des obligations qui sont mises à sa charge par le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire dans le Territoire palestinien occupé ; l'exhorte à mener des enquêtes rapides, indépendantes, impartiales, approfondies, efficaces et transparentes sur toutes les allégations de violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et sur les atteintes à ces droits, y compris sur les allégations de crimes internationaux ; lui demande également de veiller à ce que toutes les victimes et leur famille aient accès à des recours utiles, à une réparation tenant compte des questions de genre et à la vérité ;

b) Demande à Israël d'annuler les décisions déclarant des organisations des droits de l'homme et des organisations humanitaires palestiniennes comme étant des organisations terroristes ou illicites, au motif qu'elles ne reposent pas sur des éléments de preuve suffisants. Israël doit aussi veiller à ce que les défenseurs des droits de l'homme ne soient pas placés en détention, mis en accusation et condamnés à raison du

⁹³ Cette affaire concerne un membre de la Garde présidentielle palestinienne qui avait été arrêté le 8 septembre 2021 et mis en accusation pour agression et vol alors qu'il participait en tenue civile à une manifestation le 27 juin. Voir <https://www.addameer.org/ar/news/4566?fbclid=IwAR1Ke3A5W5KfruaJ2mLpkVEql38slwUU4eR4MN2y18ngm41cC6I--dxfgTY>.

⁹⁴ A/HRC/35/19, par. 63 à 81.

travail qu'ils accomplissent en toute légitimité pour protéger et promouvoir les droits de l'homme et faire établir les responsabilités ;

c) Demande à Israël de coopérer à nouveau avec le HCDH et d'utiliser pleinement l'assistance technique qu'il lui propose ;

d) Exhorte l'État de Palestine à mener des enquêtes rapides, indépendantes, impartiales, approfondies, efficaces et transparentes sur toutes les allégations de violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et sur les atteintes à ces droits, en particulier sur les allégations de crimes internationaux ; lui demande également de veiller à ce que toutes les victimes et leur famille aient accès à des recours utiles, à une réparation tenant compte des questions de genre et à la vérité ;

e) Recommande à toutes les parties de respecter pleinement le droit international, y compris le droit international humanitaire, en particulier les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution, et de veiller à l'établissement des responsabilités pour les violations graves ;

f) Demande à tous les États de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire effectivement respecter les Conventions de Genève du 12 août 1949 par toutes les parties au conflit, en fonction des moyens qui sont raisonnablement à leur disposition et de leur niveau d'influence sur les parties, et rappelle aux États, en particulier ceux qui ont des liens étroits avec les parties, qu'ils doivent exercer leur influence pour faire respecter le droit ;

g) Appelle de nouveau tous les États et les organes compétents de l'ONU à prendre les mesures nécessaires pour garantir le plein respect des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme.
